

COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE (CCDR)

Une illusoire postérité !

Un projet démesuré qui coûtera la bagatelle d'un milliard d'euros, soit plus de cent milliards de dinars, a été décidé.

Un milliard d'euros, que de chantiers pour les jeunes, pour le même prix, que d'hôpitaux, d'établissements scolaires et universitaires, que de logements, d'entreprises économiques...

Autrement dit, prise en charge de l'emploi, diversification de l'économie, amélioration des conditions de vie et de santé des populations, développement des ressources humaines auraient été, à ce prix là, parmi les nombreuses retombées.

Un projet ostentatoire par rapport à la philosophie de l'Islam, toute d'humilité et de retenue, déjà servi dans notre pays, par un réseau conséquent de lieux du culte.

N'aurait-on pas dû, plutôt orienter le choix «pour la postérité» – si cela était le but visé – vers un projet autrement plus significatif de CHU et d'Université africaine qui recevraient les plus grands spécialistes du monde, qui feraient avancer la science et le savoir, progresser le développement à l'heure où l'on parle d'une hypothétique université de l'UPM en Slovaquie ; sachant que le Nord ne cédera jamais au Sud toutes les armes scientifiques et technologiques, pour ne pas prendre le risque de voir ses produits concurrencés ; produits qui continueront à nous inonder, au prix de nos richesses naturelles, via les routes transmaritimes prévues à cet effet.

L'Algérie qui se veut à l'avant-garde de NEPAD devrait, en toute logique, prendre l'initiative d'un tel projet émancipateur, plutôt que d'être sous la botte du G8.

Encore une fois, le peuple est mis entre parenthèses, la Constitution bafouée, l'orientation, le choix et la décision revenant toujours à une seule personne, au détriment des attentes légitimes et besoins prioritaires des citoyens.

Alger le 20 juillet 2008
Le bureau national du CCDR

COMITÉ POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS SYNDICALES Communiqué

Organisation d'une assemblée générale constitutive du Comité pour la Défense des libertés syndicales

Les membres fondateurs du CBLS envisagent l'organisation d'une Assemblée générale constitutive du comité, au cours de laquelle pourraient être débattues les questions relatives à l'organisation et au programme d'action du Comité, centré sur la défense des libertés syndicales, au travers des cas de nombreux syndicalistes ayant subi, ou subissant encore, l'arbitraire et l'injustice des organismes employeurs, avec la complicité des pouvoirs publics.

Il est rappelé que près de 250 personnes ont signé le premier texte pour la Défense des libertés syndicales.

Les objectifs immédiats

Ils viseraient leur réintégration dans leurs fonctions avec recouvrement de tous leurs droits.

L'AGC aura bien entendu à débattre d'objectifs et plans d'action à plus long terme que se proposerait le Comité.

Date et lieu de déroulement de l'AGC

L'assemblée générale constitutive se tiendra le jeudi 24 juillet 2008 à 9h à la fondation Friedrich-Ebert.

Toutes celles et tous ceux désireux d'y prendre part sont invités à envoyer un mail au : comitebadaoui@yahoo.fr

INSCRIT DANS SON PROGRAMME DE MODERNISATION

La police change de look

Depuis hier, la police nationale s'est dotée d'une nouvelle tenue. Totalement différente de l'ancien uniforme, elle est inspirée du modèle anglo-saxon, voire proche du style américain. Cette nouvelle tenue ne sera portée pour le moment, dit-on, que par les seuls agents en charge de la circulation, puis sera élargie aux autres structures de la DGSN.

Abder Bettache - (Alger

Le Soir) Il s'agit notamment des structures de la police judiciaire et de celles des unités républicaines de sécurité (URS). Il est à rappeler que cette dernière a pour principale mission de veiller au maintien de l'ordre public. Ceci étant, il est à noter que cette nouvelle tenue coïncide avec la célébration du 46^e anniversaire de la Fête de la police.

Selon une source policière, les éléments de la Sûreté nationale disposeront d'une autre tenue spécial hiver. Ainsi, à l'instar de celle de l'été, celle d'hiver est inspirée du modèle américain tant au niveau de l'habit que du képi. Pour la Direction générale de la Sûreté nationale, la nouvelle tenue fait partie du plan de modernisation de la Sûreté

nationale. Un plan qui englobe, ajoute-t-on, tant la partie matérielle qu'humaine.

A ce sujet, il est important de rappeler que la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) s'est engagée depuis quelques années dans un véritable processus de modernisation de ses structures, mais également dans la mise à niveau de ses ressources humaines. Selon des observateurs, si l'on évoque souvent la professionnalisation de l'ANP, la DGSN opère, elle, sans trop de bruit, une mutation en termes de modernisation de ses équipements et de mise à niveau de ses cadres. Une mutation, dit-on, qui va dans le sens du projet de son directeur général, Ali Tounsi, qui veut faire de la Sûreté nationale un corps pro-

fessionnel à la pointe des technologies. La «maison bleue» est devenue une machine administrative et sécuritaire appuyée par une budgétisation avantageuse du ministère de tutelle, qui va permettre à la police algérienne de se mettre au niveau des autres polices modernes. Ainsi, M. Tounsi préfère regarder «vers les défis de l'avenir avec un rôle actif pour la police afin d'assurer la sécurité des citoyens. Et pour cela, la DGSN dispose de moyens ».

En effet, inscrit dans les priorités du président de la République, le dossier de la sécurité est considéré important au même titre que l'eau, l'emploi, le logement ou la croissance économique. Donc appelé à être soutenu avec des efforts matériels importants. Si le volet financier relève du gouvernement, par contre les effectifs, leur nombre, la qualité des hommes et de leur formation se situent au centre des préoccupations des responsables de la Sûreté nationale.

A ce titre, il est important de noter que la mission première que s'est assignée la DGSN est celle de renforcer sa présence sur le territoire national. «Il faut savoir que plus de 200 daïras n'ont pas de commissariat de police. Nous contribuerons à les pourvoir et à assurer plus de sécurité au citoyen», avait relevé le patron de la DGSN, «car il est vital qu'il y ait une couverture nationale adéquate par nos services».

Ainsi, une commission spécialement constituée, pour réfléchir sur la couverture sécuritaire à l'échelle nationale, a déjà vu le jour sur décision du ministère de l'Intérieur. Son objectif : réunir les conditions pour atteindre le chiffre de 200 000 policiers à l'horizon 2010. C'est également dans ce cadre que s'est inscrite la dernière réunion tripartite entre le chef du gouvernement, le directeur général de la Sûreté nationale et le premier responsable de la Gendarmerie nationale.

A. B.

ÉDUCATION NATIONALE

C'est la grande pagaille !

Du sang-froid, Benbouzid en aura besoin dans les jours à venir ! Les enseignants contractuels comptent mener leur combat jusqu'au bout. «Jusqu'à la mort», disent-ils.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Des actions de protestation devant le ministère de l'Education nationale sont prévues par les grévistes dans les jours à venir. Ils prévoient également l'élargissement du mouvement de contestation à travers tout le territoire national. Ainsi, pour le 29 juillet, jour du concours de recrutement lancé par la Fonction publique, «des actions de protestation auront lieu devant les directions de l'éducation dans toutes les wilayas», a-t-on appris. De plus, des commissions d'enseignants contractuels ont été désignées pour prendre attache

avec les partis politiques. C'est ce qui ressort de la réunion tenue dans la matinée d'hier, au Snapap, entre l'Intersyndicale et des membres de la Ligue des droits de l'homme.

D'autre part, la secrétaire générale du Snapap a déclaré qu'«une plainte contre le ministère de l'Education devant le Bureau international du travail sera déposée». Selon elle, «aucune commission médicale n'a été désignée pour suivre l'état de santé des grévistes». De son côté, M^e Bouchachi assure que «juridiquement, cette question sera longuement étudiée». La Ligue compte apporter son soutien et encourage le mouvement syndical. La grève de la faim, entamée il y a neuf jours par les enseignants contractuels, prend des proportions alarmantes. Deux enseignantes grévistes

ont été évacuées hier vers l'hôpital dans un état critique, alors que l'état des 27 autres grévistes se dégrade rapidement, cependant, les pouvoirs publics demeurent cloîtrés dans leur mutisme. L'une d'elle est dans le coma, selon ses collègues.

La seconde, après avoir été perfusée a regagné le siège du Snapap plus déterminée que jamais. Aujourd'hui, une autre réunion est également prévue avec les partis politiques et les associations qui soutiennent les grévistes depuis 9 jours. Il s'agit du FFS, RCD, MDS, la coordination Cnes, Cnapest, PST et l'association le Printemps noir.

Si les lycéens lui ont asséné un coup dur, ce seront les contractuels qui achèveront Benbouzid !

W. Z.

LE P-DG DE SONELGAZ À ANNABA

La garantie de l'antipénurie

Noureddine Bouterfa, le P-dg de la Sonelgaz, était lundi à Annaba dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection des différents projets lancés par son entreprise.

A caractère régional ou national, ces projets, totalement financés par Sonelgaz, sont importants. Ils résultent du choix et de la motivation de la société algérienne de l'électricité et du gaz à s'engager dans des offres portant sur la réalisation de nouvelles capacités de production, de transport et de distribution du gaz et de l'électricité pour plusieurs régions de l'est du pays.

La démarche, qui ressemble à une garantie antipénurie, s'accompagne d'une

profession de foi pour le droit à l'énergie pour tous. Du moins dans son principe, en ce sens que le service public d'intérêt général est présent dans les différents et nombreux projets lancés par la direction générale de Sonelgaz. Mais apparemment pas dans certaines de ses structures décentralisées, à l'image de celles d'Annaba. A ce niveau, la communication n'est pas le fort du premier responsable de la distribution, confronté à moult problèmes avec les abonnés.

L'absence de discernement pourrait être un facteur de blocage à la politique de libéralisation et de renforcement des capacités, que le directeur général veut faire appliquer sans plus tarder. Cette volonté est reflétée par le lancement du projet portant réalisation d'un poste électrique d'interconnexion de 220/60/30 KV à Kherraza, la mise en service d'un poste de gaz haute et moyenne pression à Sidi Brahim, l'inauguration d'une agence commerciale à Didouche-Mourad, le projet de réalisation d'une centrale électrique 2 de 72 MW au port d'Annaba et le centre régional de conduite du réseau trans-

port d'électricité, qui ont été les principales étapes parcourues par le big boss de la Sonelgaz à Annaba. A elle seule, la centrale électrique, qui devrait contribuer à faire face à la demande urgente de plusieurs régions de l'est du pays, nécessiterait une enveloppe financière de 12,42 milliards de dinars totalement à la charge de la Sonelgaz. Onze autres réalisations de ce type de différentes puissances en MW, formant une capacité totale de 2 000 MW, sont en cours de réalisation dont Oran-Est, Alger-Port, Relizane, Larbaâ, Batna, M'sila, Marsat El-Hadjadj.

A. Djabali